DOSSIER DE DEMANDE

DE FINANCEMENT

D’UN RESEAU DE PARRAINAGE

2023

Présentation de la structure

**Identification**

Nom :

Sigle :

Objet :

**Activités principales réalisées :**

Adresse du siège social :

Code postal : Commune :

Téléphone : Télécopie :

Courriel :

Site internet :

Adresse de correspondance, si différente du siège :

Code postal : Commune :

L’association est-elle (cocher la case) : nationale 🞎départementale 🞎

 régionale 🞎locale 🞎

Union, fédération ou réseau auquel est affiliée votre association *(indiquer le nom complet, ne pas utiliser de sigle).*

Votre association a-t-elle des adhérents personnes morales : non 🞎oui 🞎Lesquelles?

**Identification du représentant légal** (président ou autre personne désignée par les statuts)

Nom : Prénom :

Fonction :

Téléphone : Courriel :

**Identification de la personne chargée du présent dossier de subvention**

Nom : Prénom :

Fonction :

Téléphone : Courriel :

**Identités et adresses des structures relevant du secteur marchand avec lesquelles l’association est liée :**

Présentation de la structure

***Pour un renouvellement, ne compléter que les informations nouvelles ou mises à jour.***

**I) Renseignements administratifs et juridiques**

Numéro Siret: I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I

Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture: I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I

(si vous ne disposez pas de ces numéros, voir p. 2 « Informations pratiques »)

Date de publication de la création au Journal Officiel : I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I

Pour une association régie par le code civil local (Alsace-Moselle), date de publication de l’inscription au registre des associations : I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I

**Votre association dispose-t-elle d’agrément(s) administratif(s)?**

* Oui
* non

Si oui, merci de préciser :

* Type d’agrément :
* attribué par :
* en date du :

**Votre association bénéficie-t-elle d’un label ?**

* oui
* non

Si oui merci de communiquer ici les noms :

* du label :
* de l’organisme qui l’a délivré :

**Votre association est-elle reconnue d’utilité publique ?**

* oui
* non

Si oui, date de publication au Journal Officiel : I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I\_\_I

**Votre association dispose-t-elle d’un commissaire aux comptes3?**

* Oui
* Non

**II) Renseignements concernant les ressources humaines**

**Nombre d'adhérents de l'association au 31 décembre de l’année écoulée :**

**Moyens humains de l’association**

Bénévole : personne contribuant régulièrement à l’activité de l’association, de manière non rémunérée.

Nombre de bénévoles :

Nombre de volontaires : (ex : contrats de volontariats de service civique) :

Nombre total de salariés :

Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé (ETPT):

Cumul des cinq salaires annuels bruts les plus élevés : euros.

3 Obligation notamment pour toute association qui reçoit annuellement plus de 153 000 euros de dons ou de subventions, conformément à l’article L 612-4 du code de commerce ou au décret n°2006-335 du 21 mars 2006 4 Les ETPT correspondent aux effectifs physiques pondérés par la quotité de travail. A titre d’exemple, un salarié en CDI dont la quotité de travail est de 80 % sur toute l’année correspond à 0,8 ETPT, un salarié en CDD de 3 mois, travaillant à 80 % correspond à 0,8 x 3/12 soit 0,2 ETPT. Les volontaires ne sont pas pris en compte. Siret :RNA :

Description de l’action de parrainage

1. **Eléments essentiels du projet**

**- Typologie des publics ciblés par le projet :**

(Adéquation avec les publics ciblés par les textes)

**- Objectifs quantitatifs :**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nombre de filleuls QPV que vous prévoyez d’accompagner |  | **Soit un financement sur les fonds Politique de la Ville demandé de** | € |
| Nombre de filleuls hors QPV |  | **Soit un financement demandé de** | € |
| **Total** |  |
| Nombre de sorties positives prévuessur ce total |  | **Soit … %** |

**- Objectifs qualitatifs :**

(De manière synthétique, décrivez les objectifs & finalités que vous vous proposez d’atteindre par le parrainage, de manière à répondre à la grille de critères présente dans la notice)

**- Date de démarrage et durée de l’action :**

**- Moyens humains de la structure (hors parrains) :**

(Existe-t-il un responsable désigné de l’activité de parrainage ? A temps plein ou non ? Quelles sont ses fonctions ? Son expérience sur ce dispositif ?)

**- Montant global du projet :**

Déclarations sur l’honneur

**Cette fiche doit obligatoirement être remplie pour toute demande** (initiale ou renouvellement) **quel que soit le montant de la subvention sollicitée.** Si le signataire n’est pas le représentant légal de l’association, joindre le pouvoir lui permettant d’engager celle-ci.

Je soussigné(e), (nom et prénom)

représentant(e)légal(e)de l’association

-certifie que l’association est régulièrement déclarée ;

-certifie que l’association est en règle au regard de l’ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements correspondants ;

- Certifie que l’association respecte les principes et valeurs de la [Charte des engagements réciproques](https://www.associations.gouv.fr/IMG/pdf/CharteEngagementsReciproques.pdf) conclue le 14 février 2014 entre l’État, les associations d’élus territoriaux, et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte ;

- que l’association souscrit au contrat d’engagement républicain annexé au décret pris pour l’application de l’article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

-certifie exactes et sincères les informations du présent dossier, notamment la mention de l’ensemble des demandes de subventions déposées auprès d’autres financeurs publics ainsi que l’approbation du budget par les instances statutaires ;

-demande une subvention de : ……………………€

-précise que cette subvention, si elle est accordée, devra être versée au compte bancaire de l’association :

Nom du titulaire du compte**:**

Banque :

Domiciliation :

Fait, le .......................................... à ..........................................................................................

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Code Banque  | Code guichet  | Numéro de compte  | Clé RIB  |
|  |  |  |  |

Signature

**Attention**

Toute fausse déclaration est passible de peines d’emprisonnement et d’amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal. Le droit d’accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés s’exerce auprès du service ou de l’Etablissement auprès duquel vous avez déposé votre dossier.

Siret :

RNA :

*Conformément au règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006, concernant l'application des articles 87 et 88 traité aux aides de minimis.*

Attestation sur l’honneur

Je soussigné(e), (nom et prénom) représentant(e) légal(e) de l’association,

Atteste que l’association n’a pas bénéficié d’un montant total d’aides publiques spécifiques supérieur à 200 000 € sur trois exercices.

Fait, le à

Signature

*Comment remplir cette fiche ?*

*-Soit l’association reçoit moins de 200 000 € de financements publics sur 3 ans, le représentant légal signe cette attestation. La subvention peut-être attribuée par arrêté ou convention.*

*-Soit l’association reçoit des subventions pour un montant supérieur à 200 000 € sur trois ans, dans ce cas, elle porte sur cette page la mention « non concernée » (sous-entendu « par la règle des minimis ») ou la barre ou la raye manuellement en portant un trait en diagonale, après l’avoir imprimée.*

*Doivent être prises en compte les aides publiques de toute nature (subvention directes, mise à disposition de personnels ou de locaux, exonération de charges sociales ou fiscales) attribuées par l’Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics ou l’Union européenne.*

*Objet de cette fiche :*

***Le franchissement de ce seuil ne conditionne pas à lui seul le principe d’attribution de la subvention.***

*Cette attestation permet aux pouvoirs publics de définir le cadre (strictement national et/ou communautaire) dans lequel ils inscrivent leur action.*

*Les aides dites de minimis dont le montant global par association est inférieur à un plafond de 200.000 € sur trois ans sont considérées comme n’affectant pas les échanges entre Etats membres et/ou insusceptibles de fausser la concurrence.*

 Pièces à joindre au dossier de demande de subvention.

**Pour une première demande :**

1. Les **statuts régulièrement déclarés**, en un seul exemplaire. Si la structure a déjà fourni ses statuts à l’occasion du dépôt d’un précédent dossier, il n’est pas nécessaire de les joindre, hors modification desdits statuts (cf. renouvellement).
2. La **liste** des personnes chargées de l’administration de la structure régulièrement déclarée (composition du conseil, du bureau, …). Il n’est pas nécessaire de la joindre si la structure a déjà fourni cette pièce à l’occasion du dépôt d’un précédent dossier, hors modification substantielle.
3. Un **relevé d’identité bancaire**, portant une adresse correspondant à celle du n° SIRET.
4. Si le présent dossier n’est pas signé par le représentant légal de l’association, **le pouvoir donné par ce dernier au signataire**.
5. Les comptes approuvés du dernier exercice clos.
6. Le rapport du commissaire aux comptes pour les associations qui en ont désigné un, notamment celles qui ont reçu annuellement plus de 153 000 euros de dons ou de subventions
7. Le cas échéant, la référence de la publication sur le site internet des JO des documents ci-dessus. En ce cas, il n'est pas nécessaire de les joindre.
8. Le plus récent rapport d’activité approuvé.

**Pour un renouvellement :**

1. Un exemplaire des statuts déposés ou approuvés de l’association, **s’ils ont été modifiés depuis le dépôt d’une demande initiale.**
2. La **liste** des personnes chargées de l’administration de l’association régulièrement déclarée **si elle a été modifiée**.
3. Un relevé d’identité bancaire de l’association **s’il a changé,** portant une adresse correspondant à celle du n° SIRET.
4. Si le présent dossier n’est pas signé par le représentant légal de l’association, **le pouvoir de ce dernier au signataire**.
5. Le rapport du commissaire aux comptes pour les associations qui en ont désigné un, notamment celles qui ont reçu annuellement plus de 153 000 euros de dons ou de subventions
6. Le cas échéant, la référence de la publication sur le site internet des JO des documents ci-dessus. En ce cas, il n'est pas nécessaire de les joindre.
7. Le plus récent rapport d’activité approuvé.
8. Tableaux Excel joints (Annexe 1 budgétaire, Annexe 2 : bilan quantitatif et qualitatif)